

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>23.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Verwaltungskontrolle, Strukturpolitik</b>
Akteure	<b>Hess, Erich (svp/udc, BE) NR/CN</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2021</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Verwaltungskontrolle, Strukturpolitik, 2019 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 23.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Wirtschaft</b>	1
Wirtschaftspolitik	1
Strukturpolitik	1

# Abkürzungsverzeichnis

**RK-SR** Kommission für Rechtsfragen des Ständerates

---

**CAJ-CE** Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats

# Allgemeine Chronik

## Wirtschaft

### Wirtschaftspolitik

#### Strukturpolitik

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE  
DATUM: 04.06.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil national souhaite faciliter l'accès aux informations sur les poursuites grâce à **une mise en réseau de tous les registres des poursuites en Suisse**. Par 89 voix contre 80, il donne suite à une initiative parlementaire d'Erich Hess (udc, BE). Les voix de l'UDC ont été rejointes par une majorité du PLR ainsi que par les parlementaires PBD. Si les opposants estimaient que des mesures ponctuelles du Conseil fédéral seraient suffisantes, l'argument de la mobilité des débiteurs et de la possibilité d'une mise en réseau grâce aux progrès techniques ont fait pencher la balance. Au final, le Conseil national vise ainsi un allègement de la tâche des créanciers.<sup>1</sup>

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE  
DATUM: 18.06.2020  
GUILLAUME ZUMOFEN

L'initiative parlementaire de Erich Hess (udc, BE) souhaite **mettre en réseau tous les registres des poursuites en Suisse**. Elle a donc pour objectif de garantir l'exhaustivité des informations pour les créanciers. Alors que le Conseil national a adopté l'initiative parlementaire, la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats (CAJ-CE) a recommandé, sans opposition, à sa chambre de rejeter l'objet. Elle a estimé que le rapport au postulat 12.3957 et la motion 16.3335 répondaient à la problématique soulevée par l'initiative. Elle a notamment souligné les coûts engendrés par une telle numérisation.

Le **Conseil des Etats** a suivi sa commission. Il **a rejeté la motion** par 28 voix contre 13 et 1 abstention. Au final, il est intéressant de noter que la motion a été rejeté bien qu'elle ait initialement été signée par 103 parlementaires.<sup>2</sup>

---

1) BO CN, 2019, pp.844; Communiqué de presse CAJ-CN, 15.02.2019

2) BO CE, 2020, pp.591; Communiqué de presse CAJ-CE du 26.05.2020; Rapport CAJ-CE du 25.05.2020